

GRENOBLE ALPES INITIATIVE ACTIVE

35, rue Casimir Brenier
38000 GRENOBLE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025



Tél. : 04 76 09 50 54
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

GRENOBLE ALPES INITIATIVE ACTIVE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale de l'Association GAIA,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association GAIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes comptables et méthode de base » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1er janvier 2025 :

- du règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- et du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018,

ainsi que les incidences de la première application de ces règlements

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne :

- les modalités de comptabilisation et de présentation des différents fonds et outils de financement pour les missions attribuées à votre association,
- les principes de présentation des dépréciations et des pertes sur la gestion des fonds de prêts, ainsi que l'information qui en est donnée dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Echirolles, le 2 juin 2026

Signé par Justine Gairaud
Le 2 juin 2026



doc_IBd
tx_APGrAoEaBxW7

BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	3 689	1 972	1 717	2 717	1 000	36.81
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	93 061	80 241	12 820	13 723	903	6.58
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	257 695		257 695	257 695		
	Prêts	2 910 780	124 342	2 786 438	2 859 108	72 670	2.54
	Autres immobilisations financières	10 880		10 880	10 880		
Total II		3 276 104	206 555	3 069 550	3 144 122	74 573	2.37
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	35 666		35 666	32 999	2 667	8.08
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	713 131		713 131	644 203	68 928	10.70
	Charges constatées d'avance (2)	7 550		7 550	8 717	1 167	13.38
	Valeurs mobilières de placement	79 034		79 034	78 484	549	0.70
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	2 562 990		2 562 990	2 509 052	53 938	2.15
Total III		3 398 371		3 398 371	3 273 455	124 916	3.82
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecart de conversion et différences d'évaluation (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 674 475	206 555	6 467 920	6 417 577	50 343	0.78

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	3 746 487	3 723 228	23 259	0.62
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires	2 390 539	2 314 058	76 480	3.31
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	20 000	20 000		
	Autres				
	Report à nouveau		0	0	100.00
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	128 761	4 574	133 336	NS
	Situation nette (sous total)	6 028 265	6 061 862	33 597	0.55
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	6 028 265	6 061 862	33 597	0.55
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total III				
PROVISIONS	Provisions pour risques	144 559	127 280	17 279	13.58
	Provisions pour charges				
	Total IV	144 559	127 280	17 279	13.58
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 050	5 050	100.00
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	61 778	48 567	13 211	27.20
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	131 874	98 487	33 388	33.90
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	81 097	29 458	51 638	175.29
	Produits constatés d'avance	20 347	46 872	26 525	56.59
	Total V	295 096	228 435	66 661	29.18
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	6 467 920	6 417 577	50 343	0.78

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)

(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	41 565		35 490		6 075	17.12
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	52 774		897 218		844 444	94.12
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	848 507		95 800		752 707	785.71
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	707		16 457		15 750	95.70
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	129 840				129 840	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	71 268		56 549		14 719	26.03
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	231		60		171	285.10
Total I	1 144 892		1 101 573		43 318	3.93
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	181 945		174 304		7 641	4.38
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	39 552		40 553		1 002	2.47
Salaires et traitements	594 681		574 096		20 585	3.59
Cotisations sociales	194 172		225 617		31 445	13.94
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 691		6 476		785	12.13
Dotations aux provisions	77 062		63 492		13 571	21.37
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	21 621		14 174		7 447	52.54
Total II	1 114 724		1 098 713		16 011	1.46
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	30 168		2 861		27 307	954.60

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	21 512		69 660		48 148	69.12
Reprises sur dépréciations et provisions	549		46 536		45 986	98.82
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	22 062		116 196		94 134	81.01
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	54 363				54 363	
Intérêts et charges assimilées	126 628		114 482		12 146	10.61
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV	180 991		114 482		66 509	58.10
2. Résultat financier (III-IV)	158 929		1 714		160 643	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	128 761		4 574		133 336	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	1 166 953		1 217 769		50 816	4.17
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 295 714		1 213 195		82 520	6.80
5. EXCEDENT OU DEFICIT	128 761		4 574		133 336	NS

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	100 500		103 400		2 900	2.80
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL	100 500		103 400		2 900	2.80
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	100 500		103 400		2 900	2.80
TOTAL	100 500		103 400		2 900	2.80



DONNONS DU SENS À L'ÉCONOMIE

FRANCEACTIVE
Les entrepreneurs engagés
ISÈRE

**Réseau
Initiative**
GRENOBLE ALPES METROPOLE
SUD ISERE

Annexe aux comptes annuels 2025

 **La Région**
Auvergne-Rhône-Alpes



Cofinancé par
l'Union européenne



Informations liées à l'exercice

Total bilan :	6468 K€
Total des produits d'exploitation :	1145 K€
Résultat de l'exercice :	-129 K€
Durée de l'exercice :	12 mois

Détail du projet associatif et de son financement

GAIA soutient celles et ceux qui portent des initiatives en faveur d'une économie de proximité et porteuse de sens en Isère, parce qu'elle a la conviction qu'une économie plus solidaire, plus inclusive et plus durable est possible. Pour ce faire, GAIA propose des solutions complètes et personnalisées au service des projets individuels, des projets collectifs socialement utiles, innovants et des projets de territoires.

Elle s'appuie sur 5 métiers :

- **L'équipe ressource** agit dans l'ombre au service de toute l'équipe et du fonctionnement de l'association.
- **Le financement** pour faciliter aux entrepreneurs l'accès au financement pour créer leur activité, la développer ou rebondir, selon une approche humaine de la finance
- **L'accompagnement** en diagnostiquant les besoins d'accompagnement, en identifiant le ou les meilleurs outils et dispositifs existants pour y répondre et, si c'est pertinent, en mettant en œuvre l'ingénierie d'accompagnement portée par GAIA.
- **La formation** pour former ses publics pour renforcer leurs compétences afin de leur donner toutes les chances de pérenniser leur initiative.
- **Et la connexion et la coopération territoriale** pour inspirer, connecter intelligemment et faire coopérer les acteurs du territoire en s'appuyant sur une large palette d'outils et de processus collaboratifs et sur l'intelligence collective et territoriale.

Les fonds mobilisés pour ces actions sont attribués sous forme de fonds associatifs ou de subventions par les collectivités locales, les banques, les entreprises, l'État, la Banque des Territoires (CDC), etc. Les dépenses de fonctionnement de l'association sont couvertes par les financements sur programmes perçus sur les actions, les subventions d'exploitation, les prestations de services ainsi que les cotisations.

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'a été constaté au cours de l'exercice 2025.

Principes comptables et méthode de base

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifiés par les règlements ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC 2023-03 du 7 juillet 2023

Le règlement ANC 2022-06 a notamment supprimé la notion de transferts de charges, dont les opérations concernées sont désormais présentées par nature au sein des charges et produits d'exploitation, financiers ou exceptionnels, selon leur qualification économique. Par ailleurs, la définition et le périmètre des produits et charges exceptionnels ont été précisés, ceux-ci étant désormais limités aux éléments résultant d'événements majeurs et inhabituels, étrangers à l'exploitation normale de l'entité. Les sorties et cessions d'immobilisations ne constituent plus des opérations exceptionnelles.

L'application de ces nouvelles dispositions a conduit à des reclassements de présentation entre les postes du compte de résultat, sans impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres de l'exercice.

Elle résulte exclusivement de l'évolution de la réglementation comptable et constitue, à ce titre, un changement de méthode comptable

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

Elles ont également été appliquées conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Évaluation des immobilisations, amortissements et dépréciations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés de la façon suivante :

Logiciels	L	Durée	1 à 3 Ans
Matériel de bureau et Informatique	L	Durée	2 à 4 Ans
Mobilier de bureau	L	Durée	8 Ans
Installations générales	L	Durée	5 à 8 ans

Les immobilisations financières sont principalement constituées :

- Des prêts accordés : PH (prêts d'honneur) et CAA (contrats d'apport associatif). Elles sont enregistrées pour la valeur nominale de remboursement (capital restant dû au 31 décembre).
- Des parts sociales détenues dans les établissements de crédit.

Les risques de défaillance sur les prêts sont comptabilisés en dépréciations de créances :

Dépréciation de la ligne « PH » :

Les provisions "Risque de pertes sur PH" permettent de couvrir le montant des sinistres probables attendu sur les PH en fonction des risques de défaillances envisagés sur chaque dossier et après déduction du remboursement de la contre garantie BPI France. Néanmoins, à compter de l'exercice 2025, le choix a été fait de ne plus appliquer la déduction de la contre garantie BPI France en ce qui concerne les encours des prêts d'honneur défaillants et en contentieux, compte-tenu des difficultés rencontrées dans la mobilisation de la contre garantie sur ces encours.

Les taux de dépréciation appliqués sur les PH sont déterminés selon les modalités suivantes :

- risque de 100% pour les encours défaillants et en contentieux (procédures collectives, etc.) ;
- risque de 75% sur les encours présentant plus de 6 impayés ;
- risque de 50% sur les encours présentant 4 à 6 impayés.

Dépréciation de la ligne « CAA » :

Les provisions "Risque de Pertes sur CAA" permettent de couvrir le montant des sinistres probables attendu sur les CAA en fonction des risques de défaillance sur chaque dossier. Les taux de dépréciation appliqués sont déterminés selon les modalités suivantes :

- risque de 100% pour les encours défaillants et en contentieux (procédures collectives, etc.) ;
- risque de 75% sur les encours présentant plus de 6 impayés ;
- risque de 50% sur les encours présentant 4 à 6 impayés.

Évaluation des créances et dettes

Elles sont valorisées à leur valeur comptable. Les créances dont la valeur nominale de remboursement a diminué, ont fait l'objet, quand celle-ci est réversible, d'une provision pour dépréciation.

Évaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées selon la méthode "FIFO". Lorsque la valeur du portefeuille à la clôture est inférieure à la valeur d'acquisition des titres, une provision est inscrite pour couvrir la perte latente.

Fonds propres

Les fonds propres de l'association sont constitués :

- Des fonds associatifs et des réserves pour projet associatif constitués d'éléments définitivement acquis par l'association (affectation des résultats sur les exercices antérieurs).
- Du fonds de développement qui est constitué des soldes des subventions des exercices antérieurs à 2003. Il peut être alimenté par les cotisations des membres, et peut être diminué des prestations d'ingénierie ou d'actions de développement (TPE ou ESS) de l'année en cours. Il est mobilisé pour financer des actions qui contribuent à soutenir le développement des entrepreneurs accompagnés et financés (ateliers collectifs, accompagnements individualisés, etc.).
- Des fonds d'intervention avec et sans droit de reprise (voir ventilation ci-dessous). Les pertes constatées, comme les dotations / reprises sur dépréciation de lignes de prêts, sont constatées en résultat (sur gestion des fonds de prêts) et ne font l'objet d'une imputation sur les apports qu'à l'issue de l'affectation des résultats par l'assemblée générale d'approbation des comptes.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risque de rappels de fonds sur la convention annuelle FSE Région ont été constituées dans l'attente de leur validation définitive.

Des provisions pour risque de non-obtention de la totalité de la somme attribuée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre de la « convention France Active », ont également été constituées.

La « provision pour retraite » représente la valorisation des droits acquis par les salariés de l'association au 31/12/2025 au titre de leur indemnité de départ en retraite.

Financements externes

La méthode d'enregistrement des financements externes publics et privés a évolué au 01/01/2025 de la manière suivante :

- les subventions d'exploitation sont désormais toutes enregistrées dans le poste « Concours publics et subventions d'exploitation », alors qu'elles étaient réparties auparavant entre les comptes 70820000 (Région Auvergne-Rhône-Alpes), 70820400 (OSI dispositif DLA), 70820500 (FSE Région), 70820520 (FSE DLA), 70824000 (Pôle financement), 70828100 (Animation des coopérations territoriales), 74002010 (Subventions collectivités) et 74100000 (Subvention état).
- les contributions financières des partenaires privés (hors adhésions) sont désormais toutes enregistrées dans le poste « Contributions financières », alors qu'elles étaient réparties auparavant entre les comptes 70824000 (Pôle financement) et 70828100 (Animation des coopérations territoriales).
- les rémunérations au dossier perçues auprès d'Initiative Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre des de la mise en œuvre des dispositifs PHCR (Prêts d'Honneur Création Reprise) et prêts d'honneur agricoles, sont maintenues en « ventes de prestations de services », alors qu'elles étaient enregistrées auparavant en compte 70824000 (Pôle financement).

Détail de la répartition des produits ayant fait l'objet d'un reclassement avant et après reclassement :

Comptes	31/12/2025 après reclassement	31/12/2025 avant reclassement	31/12/2024
70600000 - Prestations de service	52 774 €	39 314 €	23 039 €
70820000 - Région AURA	0 €	133 533 €	133 533 €
70820400 - OSI dispositif DLA	0 €	98 089 €	102 300 €
70820500 - FSE Région	0 €	194 132 €	205 423 €
70820520 - FSE DLA	0 €	63 859 €	55 064 €
70824000 - Pôle financement	0 €	306 727 €	316 109 €
70828100 - Animation des coopérations territoriales	0 €	100 000 €	61 750 €
74002010 - Subventions collectivités	0 €	89 800 €	89 800 €
74100000 - Subvention Etat	0 €	5667 €	6000 €
74110000 - Europe	257 991 €	0 €	0 €
74120000 - Etat	70 300 €	0 €	0 €
74130000 - Conseil Régional AURA	199 940 €	0 €	0 €
74140000 - Conseil Départemental Isère	30 000 €	0 €	0 €
74150000 - Grenoble Alpes Métropole	155 050 €	0 €	0 €
74160000 - Autres collectivités territoriales	37 800 €	0 €	0 €
74170000 - CDC	75 126 €	0 €	0 €
74180000 - BPI France	22 300 €	0 €	0 €
75510000 - Partenaires privés	129 840 €	0 €	0 €

Notes relatives au bilan actif

Immobilisations corporelles et incorporelles brutes

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin de l'exercice
Concessions, brevets et droits similaires	3 689 €	0 €	0 €	3 689 €
Immobilisations corporelles	89 273 €	3 788 €	0 €	93 061 €
TOTAL	92 962 €	3 788 €	0 €	96 750 €

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin de l'exercice
Concessions, brevets et droits similaires	972 €	1 000 €	0 €	1 972 €
Immobilisations corporelles	75 550 €	4 691 €	0 €	80 241 €
TOTAL	76 523 €	5 691 €	0 €	82 214 €

Immobilisations financières brutes

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin de l'exercice
Parts établissements de crédits	257 695 €	0 €	0 €	257 695 €
Dépôt de garantie locaux	10 880 €	0 €	0 €	10 880 €
Apport associatif avec DR Muffin Active	5 000 €	0 €	0 €	5 000 €
Prêts d'honneur	2 496 526 €	865 666 €	1 050 455 €	2 311 737 €
Contrats d'apports Associatifs	427 561 €	303 080 €	136 598 €	594 043 €
TOTAL	3 197 662 €	1 168 745 €	1 187 052 €	3 179 355 €

Dépréciations des immobilisations financières

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin de l'exercice
Prêts d'honneur	48 513 €	40 351 €	0 €	88 864 €
Contrats d'apports Associatifs	21 466 €	7 500 €	0 €	28 966 €
Prêts d'honneur Start up and Go		6 512 €	0 €	6 512 €
TOTAL	69 979 €	54 363 €	0 €	124 342 €

Échéances des créances

	Montant brut	A un an ou plus	A plus d'un an
Immobilisations financières	268 575 €	0 €	268 575 €
Parts établissement crédit	257 695 €	0 €	257 695 €
Cotrafi (dépôt de garantie locaux)	10 880 €	0 €	10 880 €
Prêts	2 910 780 €	1 043 390 €	1 867 390 €
dont prêts d'honneur	2 311 737 €	887 727 €	1 424 010 €
dont contrat d'apport associatif	594 043 €	155 663 €	438 380 €
dont apport avec DR Muffin Active	5 000 €	0 €	5 000 €
Créances clients	35 666 €	35 666 €	0 €
Autres créances	713 130 €	713 130 €	0 €
dont divers	100 €	100 €	0 €
dont produits à recevoir	713 030 €	713 030 €	0 €
Total	3 928 151 €	1 792 186 €	2 135 965 €

Détail des produits à recevoir

Classification	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
2023		
FSE+ hors DLA	0 €	161 276 €
Autres financements	1 680 €	8 400 €
2024		
FSE+ hors DLA	205 423 €	205 423 €
Etat hors DLA	0 €	15 000 €
Région hors DLA	33 204 €	99 970 €
Département hors DLA	0 €	18 000 €
Grenoble Alpes Métropole hors DLA	0 €	29 010 €
Barèmes France Active, BPI France et CDC	0 €	7 455 €
Financements DLA	0 €	66 203 €
Autres financements	5 700 €	26 000 €
Excédent de taxe sur les salaires, aide apprentissage et titres restaurants	0 €	6 859 €
2025		
FSE+ hors DLA	194 132 €	0 €
Région hors DLA	86 617 €	0 €
Département hors DLA	8 000 €	0 €
Grenoble Alpes Métropole hors DLA	31 010 €	0 €
Barèmes France Active, BPI France et CDC	30 320 €	0 €
Financements DLA	72 937 €	0 €
Autres financements	40 110 €	0 €
Excédent de taxe sur les salaires, aide apprentissage et titres restaurants	908 €	0 €
2026		
Autres financements	2 750 €	0 €
Total des produits à recevoir	713 030 €	643 596 €

Répartition de la trésorerie

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Trésorerie du fonds de prêt d'honneur	1 033 461 €	874 950 €
Trésorerie du fonds de contrat d'apport associatif	812 235 €	970 524 €
Trésorerie de fonctionnement	796 328 €	742 062 €

Notes relatives au bilan passif

Fonds associatifs et réserves

Les fonds associatifs de GAIA s'élèvent à 205 k€. Ils sont complétés par 197 k€ de fonds de développement et 20 k€ de réserves pour projets associatifs.

L'ensemble de ces fonds sont définitivement acquis à l'association.

Apports avec droit de reprise

APPORTS AVEC DROIT DE REPRISE	
Fonds prêt d'honneur	661 310 €
Fonds contrat d'apport associatif	1 154 768 €
Fonds Start-up & Go	607 312 €
Risques perte prêt d'honneur	- 3 764 €
Risques perte contrat d'apport associatif	- 29 087 €
Total	2 390 537 €

- Dotations du fonds de PH avec droit de reprise

	A l'ouverture	Mouvements 2025	A la clôture
Caisse d'Epargne Rhône-Alpes	208 600 €	0 €	208 600 €
Caisse des dépôts et consignations	442 475 €	0 €	442 475 €
Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes	26 460 €	0 €	26 460 €
Pépinières multi-sites	10 000 €	0 €	10 000 €
Apport ISI Caisse d'Epargne Rhône-Alpes	172 146 €	0 €	172 146 €
Apport ISI Caisse des dépôts	121 401 €	0 €	121 401 €
Charges liées à la gestion du fonds	-50 548 €	-1 050 €	-51 598 €
Pertes sur prêts d'honneur	-251 740 €	-16 434 €	-268 174 €
Risque perte	-19 046 €	15 282 €	-3 764 €
Total	659 748 €	-2 202 €	657 546 €

- Avances remboursables Start-up & Go avec droit de reprise

	Début d'exercice	Remboursements de l'exercice	Nouveaux prêts	Fin de l'exercice
TOTAL	532 544 €	-133 233 €	208 000 €	607 311 €

- Dotations du fonds de CAA avec droit de reprise

	A l'ouverture	Mouvements 2025	A la clôture
Caisse des dépôts et consignations	544 533 €		544 533 €
Crédit Coopératif	15 000 €		15 000 €
France Active	90 000 €		90 000 €
Région	718 920 €		718 920 €
Crédit Mutuel	20 000 €		20 000 €
Charges liées à la gestion du fonds	2 008 €	15 215 €	17 223 €
Pertes sur CAA	-237 493 €	-13 415 €	-250 908 €
Risque perte	-31 202 €	2 115 €	-29 087 €
TOTAL	1 121 766 €	3 915 €	1 125 681 €

Apports sans droit de reprise

APPORTS SANS DROIT DE REPRISE	
Fonds prêt d'honneur	2 603 507 €
Fonds contrat d'apport associatif	744 993 €
Risques perte prêt d'honneur	- 12 125 €
Risques perte contrat d'apport associatif	7 622 €
TOTAL	3 343 997 €

- Dotations du fonds de PH sans droit de reprise

	A l'ouverture	Mouvements 2025	A la clôture
Conseil Régional	1 321 959 €		1 321 959 €
Communes	76 964 €		76 964 €
Grenoble Alpes Métropole	670 735 €		670 735 €
Caisse d'Epargne Rhône-Alpes	359 968 €	12 000 €	371 968 €
Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes	15 193 €		15 193 €
Crédit Mutuel	19 100 €		19 100 €
Fondation Créavenir	201 475 €	8 400 €	209 875 €
Banque Populaire Auvergne-Rhône-Alpes	42 787 €		42 787 €
Entreprises (dont Caterpillar et EDF)	267 014 €		267 014 €
Fonds prêt d'honneur croissance	100 000 €		100 000 €
Fonds prêt d'honneur Initiative Sud Isère	547 163 €		547 163 €
Charges liées à la gestion du fonds	-27 534 €	-3 900 €	-31 434 €
Pertes sur prêts d'honneur	-946 799 €	-61 018 €	-1 007 817 €
Risque perte	-68 867 €	56 742 €	-12 125 €
Total	2 579 158 €	12 224 €	2 591 382 €

Dotations du fonds de CAA sans droit de reprise

	A l'ouverture	Mouvements 2025	A la clôture
Grenoble Alpes Métropole	120 000 €		120 000 €
France Active	90 000 €		90 000 €
Ville de Grenoble	24 000 €		24 000 €
Département	216 000 €		216 000 €
Communes	20 000 €		20 000 €
Région	299 000 €		299 000 €
Caisse des dépôts et consignations	104 000 €		104 000 €
Entreprises	5 000 €		5 000 €
Charges liées à la gestion du fonds	1 857 €	7 474 €	9 331 €
Pertes sur CAA	-133 855 €	-8 483 €	-142 338 €
Risque perte	6 285 €	1 337 €	7 622 €
TOTAL	752 287 €	328 €	752 615 €

Fonds de développement

	A l'ouverture	Mouvements 2025	Clôture
Total	197 482 €	0 €	197 482 €

Provisions

	Début d'exercice	Augmentation	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Fin de l'exercice
Provisions risque conventions FSE	121 410 €	58 240 €	59 783 €	0 €	119 867 €
Provisions risque convention Région FA	0 €	16 772 €	0 €	0 €	16 772 €
Provisions pour indemnités départ retraite	5 870 €	2 051 €	0 €	0 €	7 921 €
Total	127 280 €	77 063 €	59 783 €	0 €	144 559 €

Échéances des dettes

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	61 778 €	61 778 €	0 €
Dettes fiscales et sociales	131 874 €	131 874 €	0 €
Mises à disposition fonds de garantie	6 660 €	0 €	6 660 €
Charges à payer	39 800 €	39 800 €	0 €
Produits constatés d'avance	20 347 €	20 347 €	0 €
Fonds d'ingénierie DLA	13 636 €	13 636 €	0 €
Financement perçu pour compte de tiers	21 000 €	21 000 €	0 €
Total	295 095 €	288 435 €	6 660 €

Détail des charges à payer

	Montant brut
Impôt sur les sociétés sur produits financiers	859 €
Taxe sur les salaires 2025	26 621 €
Dettes provisions congés payés et RTT	78 320 €
Intéressement 2025	38 941 €
Factures non parvenues	14 546 €
Total	159 287 €

Détail des produits constatés d'avance

	Montant
Produits constatés d'avance à l'ouverture	46 872 €
Extournes sur produits constatés d'avance	-44 232 €
Avance sur financement BGE Auvergne Rhone alpes	2 750 €
Avance sur financement BAREME	14 237 €
Rémunération sur prêts d'honneur agricoles	720 €
Total	20 347 €

Notes relatives au compte de résultat

Ventilation du compte de résultat par activité

COMPTE DE RESULTAT	Total 31/12/2025	Fonctionnement	PH	CAA	S&G
Prestations de services	52 774 €	52 774 €	- €	- €	- €
Subventions d'exploitation	848 507 €	848 507 €	- €	- €	- €
Europe	257 991 €	257 991 €	- €	- €	- €
Etat	70 300 €	70 300 €	- €	- €	- €
Conseil Régional AURA	199 940 €	199 940 €	- €	- €	- €
Conseil Départemental Isère	30 000 €	30 000 €	- €	- €	- €
Grenoble Alpes Métropole	155 050 €	155 050 €	- €	- €	- €
Autres collectivités territoriales	37 800 €	37 800 €	- €	- €	- €
CDC	75 126 €	75 126 €	- €	- €	- €
BPI France	22 300 €	22 300 €	- €	- €	- €
Contributions financières	129 840 €	129 840 €	- €	- €	- €
Cotisations membres	41 565 €	41 565 €	- €	- €	- €
Produits sur exercices antérieurs	707 €	707 €	- €	- €	- €
Reprises sur provisions	71 268 €	71 268 €	- €	- €	- €
Produits divers de gestion courante	231 €	231 €	- €	- €	- €
Total des produits d'exploitation	1 144 892 €	1 144 892 €	- €	- €	- €
Autres achats et charges externes	181 945 €	175 389 €	6 556 €	- €	- €
Fourniture eau, électricité et gaz	5 725 €	5 725 €	- €	- €	- €
Fournitures entretien et petits équipements	2 624 €	2 624 €	- €	- €	- €
Fournitures administratives	361 €	361 €	- €	- €	- €
Sous-traitance générale	12 240 €	12 240 €	- €	- €	- €
Locations immobilières dont location de salles	50 527 €	50 527 €	- €	- €	- €
Locations mobilières / logiciels / véhicules	10 185 €	10 185 €	- €	- €	- €
Frais d'entretien et de maintenance	15 918 €	15 918 €	- €	- €	- €
Assurances	551 €	551 €	- €	- €	- €
Documentation générale	81 €	81 €	- €	- €	- €
Frais de formation du personnel	894 €	894 €	- €	- €	- €
Frais de séminaire	730 €	730 €	- €	- €	- €
Accompagnement Arka par Initiative AURA	742 €	742 €	- €	- €	- €
Honoraires expert-comptable et CAC	13 422 €	13 422 €	- €	- €	- €
Honoraires liés au recouvrement des impayés	6 556 €	- €	6 556 €	- €	- €
Prestations externes	1 937 €	1 937 €	- €	- €	- €
Publicité et relations publiques	2 576 €	2 576 €	- €	- €	- €
Déplacements et frais de réception	23 945 €	23 945 €	- €	- €	- €
Frais postaux	95 €	95 €	- €	- €	- €
Télécommunications	6 754 €	6 754 €	- €	- €	- €
Commissions sur titres restaurant	65 €	65 €	- €	- €	- €
Frais de tenue de compte	3 222 €	3 222 €	- €	- €	- €

Cotisations et concours divers	22 794 €	22 794 €	- €	- €	- €
Impôts et Taxes	39 552 €	39 552 €	- €	- €	- €
Taxe sur les salaires	26 621 €	26 621 €	- €	- €	- €
Participation employeur formation professionnelle continue	4 715 €	4 715 €	- €	- €	- €
Impôts sur les sociétés	859 €	859 €	- €	- €	- €
Taxe foncière	7 356 €	7 356 €	- €	- €	- €
Charges de personnel	749 912 €	749 912 €	- €	- €	- €
Salaires et traitement	594 681 €	594 681 €	- €	- €	- €
Charges sociales	194 172 €	194 172 €	- €	- €	- €
Autres charges	21 621 €	21 621 €	- €	- €	- €
Pertes sur créances des exercices antérieurs	21 608 €	21 608 €	- €	- €	- €
Charges diverses de gestion	14 €	14 €	- €	- €	- €
Dotations aux amortissements	5 691 €	5 691 €	- €	- €	- €
Dotations aux provisions	77 062 €	77 062 €	- €	- €	- €
Total des charges d'exploitation	1 075 782 €	1 069 227 €	6 556 €	- €	- €
Produits financiers	22 062 €	2 231 €	6 277 €	13 554 €	- €
Produits financiers de placement	21 512 €	1 681 €	6 277 €	13 554 €	- €
Reprise sur provisions	549 €	549 €	- €	- €	- €
Charges financières	180 991 €	13 €	142 162 €	7 500 €	31 315 €
Dotations aux dépréciations	54 363 €	- €	40 351 €	7 500 €	6 512 €
Intérêts d'emprunts	13 €	13 €	- €	- €	- €
Commissions garanties BPI France	16 576 €	- €	16 576 €	- €	- €
Pertes sur prêts	110 038 €	- €	85 234 €	- €	24 804 €
Résultat net	- 128 761 €	38 941 €	- 142 441 €	6 054 €	- 31 315 €

Autres informations

Valorisation des contributions volontaires

Le temps mobilisé par près de 100 bénévoles de GAIA dans le cadre principalement des comités d'engagement et du parrainage est valorisé par l'association pour un montant de 50 € par heure, soit 100 500 €.

Type d'intervention	Méthode de calcul	Montant valorisé
Comités	67 comités x 6 membres x 4 heures x 50 €	80,4 k€
Parrainages	11 parrainages x 22 RDV par an x 50 €	12,1 k€
Agoras Start-up de Territoire	2 agoras x 20 bénévoles x 4 heures x 50 €	8 k€
Total		100,5 k€

Engagements donnés et reçus ne figurant pas au bilan

Libellé	Engagements reçus	Engagements donnés
Garanties sur encours de PH	1 382 694 €	0 €
Cautions	0 €	0 €
Engagement sur prêts non débloqués à la clôture	0 €	339 300 €
TOTAL	1 382 694 €	339 300 €

Effectif moyen

Effectif moyen	
Cadres	13,17
Employés	2
Total	15,17

Rémunération des dirigeants

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 oblige les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros, à publier les rémunérations des trois plus

hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Conformément à l'article R 123-198 1° du Code du Commerce cette information n'est pas fournie dans l'annexe des comptes annuels car elle permettrait d'identifier la situation des membres du collège concerné.

Fonds de garantie France Active

Les garanties délivrées par France Active Garantie (FAG) s'apparentent à des opérations de cautions simples consenties par FAG aux établissements de crédits qui octroient des prêts d'honneur aux porteurs de projets.

Ce dispositif est directement abondé par les financeurs auprès de France Active et FAG agit en qualité de gestionnaire de fonds pour le compte des associations territoriales.

Certains fonds de garantie sont mutualisés entre associations territoriales (cas du fonds de garantie AURA).

Ainsi France Active Garantie gère à ce jour 3 fonds de garantie pour le compte de GAIA.

Lignes de garanties affectées à 100% à GAIA :

Compte-tenu de l'extinction progressive de ces lignes de garantie au profit des lignes mutualisées, il a été décidé de solder ces lignes au bilan au 31/12/2024, et de suivre désormais ces dispositifs en hors-bilan, sachant qu'aucun flux ne transite plus par les comptes de GAIA pour alimenter ces lignes.

	Solde en trésorerie
01/01/2025	557 570,03€
31/12/2025	598 325,16€

	Encours sain	Encours dégradé	Encours notifié	Encours engagé
01/01/2025	669 543,96€	723 016,22€	1 373 160,70€	1 373 160,70€
31/12/2025	180 430,04€	666 427,71€	1 713 357,07€	1 713 357,07€

Ligne de garantie mutualisée avec d'autres associations territoriales

La ligne de garantie Auvergne Rhône-Alpes est gérée par France Active pour le compte de plusieurs associations territoriales.

